Nouvelles locales du mercredi 19 juin 2013

@rib News, 19/06/2013Ï Justice - Selon lâ€™avocat du professeur Ignace Bankamwabo incarcÃ©rÃ© dans les cachots du Service national de renseignement avec le journaliste Lucien Rukevya de la RTNB, son client est incarcÃ©rÃ© dâ€™une faÃ§on illÃ©gale. MaÃ®tre Isidore Rufyikiri estime que son client a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© tard dans la nuit et a Ã©tÃ© conduit manu militari d les cachots du SNR et a Ã©tÃ© interrogÃ© toute la nuit durant et la journÃ©e suivante sans que sa famille soit autorisÃ©e Ã lui parler et mÃªme Ã lui apporter de quoi manger ou boire, ni son avocat de lâ€™assister. Il trouve que cette pratique est indigne puisquâ€™elle viole le Code de procÃ©dure pÃ©nale. [Rpa/Rtr]
Ï Education - Le syndicat STEB estme que le Gouvernement burundais est en train de se distraire concernant la grÃ¨ve des enseignants. Selon la prÃ©sidente de ce syndicat, la grÃ¨ve est lÃ©gale mÃªme si les membres du Gouvernement se contentent dâ€™affirmer le contraire. Eularie Nibizi trouve que le gouvernement se contente de remettre en cause la lÃ©galitÃ© des revendications des enseignants au lieu de constater le bien fondÃ© de ce quâ€™ils revendiquent. Elle demande aux enseignants de ne pas se laisser emporter par la peur causÃ©e par les dÃ©clarations de la ministre de lâ€™Enseignement primaire et secondaire puisque depuis toujours les Gouvernements ont tentÃ© de les dÃ©stabiliser et ce nâ€™est pas aujourdâ que les choses se sont amÃ©liorÃ©es. Tout en prÃ©cisant que ce ne sont pas les intimidations qui conditionneront le retour au travail, elle sâ€™interroge la qualitÃ© de la prestation dâ€™un enseignant qui retournerait au travail suite aux intimidations s toutefois Ãªtre convaincu de la nÃ©cessitÃ© dâ€™y retourner. [Isanganiro/Rpa/Bonesha/Rtr]- MÃªme son de cloche chez les syndicalistes du CONAPES qui se disent Ã©tonnÃ©s des propos de la ministre de lâ€™Enseignement primaire et secondaire. L prÃ©sident de ce syndicat indique quâ€™il a Ã©tÃ© Ã©tonnÃ© par le discours de Rose Gahiru qui a envisagÃ© des sanctions enseignants qui sont en grÃ¨ve sâ€™ils ne retournent pas au travail ce mercredi. Selon Emmanuel Mashandari, la ministre nâ€™ pas fait de pas en avant vers les enseignants pour quâ€™ils puissent nÃ©gocier et au lieu de cela, elle a optÃ© pour lâ€™intimi et le rÃ©sultat a Ã©tÃ© ce qui vient de se passer oÃ¹ les enseignants ont catÃ©goriquement refusÃ© dâ€™enseigner. Il rappell que le Gouvernement sâ€™est toujours montrÃ© quâ€™il est du bon cÃ´tÃ© et que ce sont les enseignants qui sont du mauvai Mais, il prÃ©cise quâ€™ils regagneront les classes aprÃ¨s satisfaction de leurs revendications. Il ajoute aussi que les corrections du test de 10Ã¨me qui sont en train dâ€™Ãªtre effectuÃ©es par du personnel non-enseignant ne vont pas engager les syndicalistes du CONAPES. [Isanganiro/Bonesha/Rpa/Rtr]- Les Ã©coles de la province de Ruyigi font savoir quâ€™elles accusent un maque Ã gagner se situant entre 8 et 10 millions depuis les 8 jours que dure dÃ©jÃ la grÃ¨ve des enseignants membres du CONAPES. Ainsi, les directeurs ont commencÃ© Ã renvoyer les Ã©lÃ¨ves pour Ã©viter lâ€™aggravation de la situation. Le syndicat SLEB estime aussi que les problÃ¨mes chez les Ã©lÃ¨ves sont Ã©normes puisque les Ã©lÃ¨ves sont renvoyÃ©s alors quâ€™ils arrivent Ã lâ€™Ã©cole. [Rpa]- Les enseignants de la province de Bururi nâ€™ont pas rÃ©pondu Ã la ministre de lâ€™Enseignement primaire et secondaire ce mardi pour quâ€™ils retournent au travail. Ils se sont prÃ©sentÃ©s travail mais ont refusÃ© de dispenser des cours. Les enseignants de la province de Ngozi font savoir que les examens ne peuvent pas continuer Ã Ãªtre passÃ©s dans le contexte actuel de la grÃ¨ve afin de continuer Ã se rÃ©volter contre les propos de leur ministre. [Isanganiro]- Les enseignants de lâ€™Ã©cole primaire au chef-lieu de la province de Ngozi font savoir quâ€™il vont reprendre le travail quant le Gouvernement aura compris quâ€™eux aussi ont besoin de vivre. Ils font savoir quâ€™ils nâ€™ pas peur des sanctions que le ministÃ¨re peut pendre Ã leur encontre puisque selon eux, il nâ€™y a pas de sanction plus sÃ©vÃ¨re que de toucher un salaire mÃ©diocre. [Isanganiro]- Les enseignants de la province Ã©ducative de Bubanza ont tenu une rÃ©union ce mardi dans la soirÃ©e et ont dÃ©cidÃ© de se passer du discours intimidant de la ministre de lâ€™Enseigneme primaire et secondaire qui les sommait de retourner au travail ce mercredi sous peine de sanctions. De la sorte, les Ã©coles ont commencÃ© Ã laisser les Ã©lÃ¨ves rentrer et dans cette logique, au LycÃ©e Technique de Bubanza il nâ€™y a actuellement quâ€™une centaine dâ€™Ã©lÃ¨ves puisque les autres sont rentrÃ©s. [Isanganiro/Rtnb] - Selon le FORSC, le Gouvernement ne devrait pas se mettre Ã dos les enseignants en grÃ¨ve en les intimidant. Le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral de ce forum trouve que la question soulÃ¨ve presque toujours des inquiÃ©tudes de la part des enseignants et est Ã la base des grÃ¨ves rÃ©pÃ©titives. Vital Nshimirimana demande au Gouvernement de suivre les rÃ©sultats des nÃ©gociations et fait savoir que les intimidations ne vont aboutir Ã rien. [Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa]Ï SociÃ©tÃ© / Droits de lâ€™Homme- Le prÃ©sident RÃ©publique ne pouvait que promulguer la loi sur la presse au Burundi, malgrÃ© les signatures des organisations des professionnels des mÃ©dias, de la sociÃ©tÃ© civile et de certaines personnes qui se sont exprimÃ©es contre cette loi, a dÃ©cla son porte-parole. LÃ©onidas Hatungimana estime que les cris, pour Ãªtre pris en considÃ©ration, doivent avoir une proposition de changement quâ€™ils vÃ©hiculent. Il demande aux journalistes dâ€™Ãªtre tranquilles et dâ€™attendre la mise e application effective de cette loi. Selon lui, les cris devront Ã la longue Ãªtre perÃ§us comme inutiles. [Isanganiro]- Le prÃ©sident de lâ€™ABR trouve quant Ã lui que les propos du porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique sont Ã©tonnants. effet, Vincent Nkeshimana constate que la loi aurait Ã©tÃ© signÃ©e en ayant en tÃªte des imperfections quâ€™elle contient et la dÃ©libÃ©ration a Ã©tÃ© telle que la solution est de la promulguer. Il estime donc que le Gouvernement est animÃ© dâ€™une intention de nuire puisque la loi ne va pas se rÃ©fÃ©rer aux propos du porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique, mais Ã la loi et rien quâ€™Ã la loi. [Isanganiro]- Lâ€™UBJ apprÃ©cie Ã juste titre les dÃ©clarations de la ConfÃ©rence Ã©piscopale des catholiques du Burundi sur la nouvelle loi sur la presse au Burundi. Selon Alexandre Niyungeko, le Gouvernement est contradictoire dans ses propos. Il ne comprend pas non plus comment le Gouvernement affirme que la communautÃ© internationale nâ€™a pas encore eu le temps de lire cette loi et dire en mÃªme temps que le prÃ©sident de la RÃ©publique les consultÃ©s. Il appelle le Gouvernement Ã retenir ses propos puisquâ€™il sâ€™adresse Ã des personnes adultes. [Bonesha/R